

Libéralisme : pourquoi ça ne marche pas - 1/4

Une ébauche d'explication du système, qui montre comment la droite capitaliste libérale tente de se voiler la face et de nous tromper avec le cercle vertueux du libéralisme qui nous conduit à la ruine. Et ébauche de solutions, comme toujours...

Comme certains ne s'accommodent pas de mon bon sens pour comprendre mon argumentation jusque là plutôt générale et floue, je voulais argumenter précisément une réponse qui fait le tour du mécanisme capitaliste et libéral pour mieux en démontrer les failles. Mon propos peut dans un sens plus large être pris comme une explication du système économique actuel, qui agit donc comme un filtre pour comprendre les politiques actuelles. Je ne suis certainement pas exhaustif, mais il me semble en dire l'essentiel. Si des explications ou des données sont à préciser ou nuancer, n'hésitez pas à le dire.

Certains prétendent qu'il n'y a à gauche que de vils mots creux et hypocrites : regardez aussi à droite ! La gauche est impuissante, certes, mais la droite se croit à tort efficace. Les deux côtés de l'hémicycle ont tort ! Vous voulez faire fi des discours vides de sens : je vais vous donner un raisonnement concret, rationnel, légitimé par les observations statistiques qui sont faites par de nombreuses organisations.

J'ai fait un bac ses, et l'économie, si elle conserve quelques secrets, ne m'est pas complètement hermétique.

Le cycle vertueux du capitalisme repose sur un principe dynamique essentiel : les profits de l'entreprise, distribués aux actionnaires, sont réinvestis dans l'entreprise pour en doper la croissance, permettre une modernisation de la chaîne de production et donc favoriser la rentabilité, et par un contrecoup positif, le niveau des salaires, qui rejaillissent ainsi sur le pouvoir d'achat, encourageant la consommation. Or, si les premiers actionnaires hypothèquent leurs richesses personnelles pour lancer une entreprise qui leur tient à coeur, les actionnaires qui entrent ensuite dans le capital le font uniquement pour pomper les bénéfices. Les profits ne sont pas réinvestis. Le cycle vertueux capitaliste est brisé depuis un bout de temps, et les statistiques le montrent. L'Etat a beau détaxer les entreprises et baisser les taux d'intérêts, les entrepreneurs n'investissent pas car leurs principaux actionnaires n'ont aucune volonté de participer au fonctionnement de l'entreprise. Dans cette logique capitaliste, c'est l'appât du gain qui grippe les rouages et annule les effets positifs pour ne laisser que les effets pervers.

En effet, les PDG, élus par des actionnaires uniquement soucieux d'augmenter leurs bénéfices, motivent des politiques économiques et humaines catastrophiques à moyen terme, le temps de pomper un maximum de fric avant de revendre l'action à la veille de la faillite de la boîte. Le libéralisme, parce qu'il casse les frontières économiques, accroît davantage ces effets pervers. Si des actionnaires français se foutent qu'une entreprise française licencie et fasse faillite, il est évident que les actionnaires étrangers s'en préoccupent encore moins (cf. Fonds de pensions et de retraite américains...). Le capitalisme est un système économique dynamique, c'est vrai, mais il doit être contrôlé afin que l'on en maîtrise les effets pour en tirer le meilleur parti. Or, la tendance générale est à la dérégulation du marché.

Avec la crise de l'emploi et l'éradication des politiques économiques nationales, il est évident que les actionnaires vont s'accrocher encore plus à leurs bénéfices et économies, sans risquer leurs gains dans une entreprise incertaine... Je sais que la droite affiche un optimisme et une détermination farouches, mais je ne comprends pas pourquoi... Sauriez-vous m'expliquer où sont les réussites de ce système et les assurances des progrès futurs pour nos nations ? Ne serait-ce que d'un point de vue économique, d'ailleurs, car même sans évoquer l'écologie qui me tient à coeur, l'économie ne peut plus nourrir dans ces conditions nos sociétés, et encore moins à l'avenir... Il ne s'agit pas d'un sentiment flou et personnel de ma part, mais d'une certitude stratégique-économique. D'où ma question : avez-vous des arguments ou preuves qui légitimeraient un système que je ne peux d'après mes observations et connaissances que désavouer et condamner ?

Libéralisme : pourquoi ça ne marche pas - 2/4

Repartons de l'explication précédentes pour poursuivre cette observation de notre système socio-économique. Le capitalisme n'est un système vertueux, notamment dans le libéralisme, que si les profits dégagés par la vente de la production sont réinvestis dans l'entreprise afin de moderniser la chaîne de production en réduisant les coûts et en embauchant ou payant mieux les salariés. Les prix baissant et/ou les salaires augmentant, le pouvoir d'achat augmente de même, accroissant la consommation, et générant ainsi de plus gros profits. J'expose là le cercle vertueux développé indifféremment par la droite et la gauche.

La gauche pense qu'il faut doper les salaires pour obtenir ces effets positifs, la droite qu'il faut diminuer les taux d'intérêt. L'ensemble des libéraux de droite et de gauche sont plus ou moins convaincus qu'en dérégulant le marché, en laissant ainsi les coudées franches aux entrepreneurs, la loi de l'offre et de la demande va naturellement et miraculeusement subvenir aux besoins de tous et pacifier le globe (la théorie libérale parle de "main invisible" ! Et je n'invente pas).

Or, comme je l'ai dit, non en le tirant d'un fantasme subjectif de mon esprit corrompu par un hypothétique humanisme idéaliste, mais en le déduisant et reprenant des chiffres officiels, la baisse des taux d'intérêts n'incite pas les entrepreneurs à réinvestir dans les entreprises. Ou très peu. L'essentiel des profits est pompé, vampirisé à perte par des actionnaires dont le seul but est de capter toutes les richesses qu'ils pourront capter par l'entremise de la bourse.

En effet, de nombreuses personnes achètent et revendent les actions constituées par les entreprises, non parce qu'elles s'intéressent à la vie et à l'avenir de l'entreprise, et pensent donc soutenir la firme, mais parce que la cote va monter et qu'ils vont en tirer un bénéfice immédiat, soit par les dividendes versés sur les profits, soit par le fruit de la revente en bourse de l'action. Autrement dit, l'action n'a plus valeur d'acte de propriété d'une entreprise à laquelle on veut participer, mais c'est au contraire un bout de gras qu'on se dispute. Et c'est compréhensible. L'économie, comme la société, sont instables, en crise.

Plus rien n'est garanti pour l'avenir, ni les retraites, ni la survivance des banques ou sociétés d'assurance. Pas même l'emploi en CDI ne garantit une vieillesse tranquille. Dans ce climat d'inquiétude et de flou, qui serait assez fou ou audacieux pour soutenir une entreprise en y réinjectant ses dividendes alors que, au pire, on ne comprend rien au système, et au mieux on n'a pas confiance en l'avenir de la boîte ? Aucun ! Trop peu d'actionnaires jouent leur rôle. La plupart pompent les bénéfices et les gardent sous le coude pour leur consommation personnelle. L'action est devenue pourvoyeuse d'un complément de salaire.

Dans cet esprit, il est évident que les PDG élus par ces mêmes actionnaires ont plus à coeur de maintenir l'intérêt de nouveaux actionnaires futurs en garantissant des dividendes alléchants que de favoriser l'émancipation économique de leurs employés ou en s'engageant dans des projets incertains. La bourse et le libéralisme financier, parce qu'ils entretiennent cette course aux gains anonymes et l'accentuent par l'invitation faite aux financiers étrangers, encore moins concernés par la survie de l'entreprise, rendent le modèle libéral boiteux.

Là où il s'écroule, c'est lorsque l'on prend en compte, avant même les problèmes écologiques, les facteurs mis en place par le libéralisme économique mondial, autrement appelé mondialisation ou globalisation. En effet, dès lors que l'entreprise peut importer sa main d'oeuvre ou exporter ses chaînes de production, pourquoi ne le ferait-elle pas ? Ainsi, par cette logique économique rationnelle, favorisée par les politiques de droite, on obtient le phénomène des délocalisations, certes, mais surtout l'aliénation réciproque du nord au sud.

Je m'explique. Les consommateurs sont dans les pays riches du nord. Les travailleurs sont dans les pays pauvres du sud. Le décalage des niveaux de vie et des garanties salariales entraîne plusieurs effets pervers avérés et demeurés pour le moment sans solution. La main d'oeuvre et les capacités économiques des pays

Libéralisme : pourquoi ça ne marche pas - 3/4

pauvres sont saturées par les impératifs économiques des pays riches : les productions alimentaires des pays pauvres sont achetées à bas prix par les pays riches, plombant ainsi les agriculteurs des pays riches et forçant les travailleurs des pays pauvres à spécialiser l'ensemble de leur production dans une seule et même denrée alimentaire, pompée par l'étranger occidental, qui ne leur permet pas de générer assez de ressources pour élaborer ne serait-ce que leur seule subsistance alimentaire, et encore moins une économie de type occidental. Les pays de ce type, appelés selon le cas "République bananière" ou "cacaotière", sont économiquement bloqués à leur stade d'évolution. Tout étant concentré sur une seule production, par dictature économique des pays riches, grâce aux belles lois du marché libéral, ils ne peuvent développer des cultures vivrières suffisantes, et encore moins des secteurs économiques plus enrichissants qui leur permettraient d'améliorer l'organisation politique et sociale de leur pays. Parallèlement, ce dumping, ce commerce à la fois inéquitable et inique, brise les milieux agricoles occidentaux, ruinant des pans entiers de l'économie, obligés de se reconverter alors qu'ils n'en ont pas les ressources.

A côté de ce problème du secteur primaire, on constate le même mécanisme inquiétant pour le secondaire (les industries de transformation). Les entreprises se délocalisent. Les pays riches perdent des emplois qui sont créés dans les pays d'accueil. Seulement, ces pays d'accueils ne sont intéressants que parce qu'ils proposent un salariat proche de l'esclavage (enfants, salaires misérables, quotas horaires inimaginables, conditions de travail terrifiantes). Ainsi, tout comme les actionnaires jettent leur dévolu sur les actions intéressantes avant de songer aux entreprises, les entreprises ne s'installent dans le pays concerné que tant que ça les avantage ; Autrement dit, en suivant cette logique, des emplois sont fermés dans les pays riches tandis que les pays pauvres sont exploités, leur niveau de vie n'étant garanti que par une entreprise qui n'a aucun autre intérêt que l'exploitation des travailleurs puisqu'il n'y a pas de débouchés.

Ainsi, on voit que, d'un point de vue économique, comme l'avancé d'ailleurs Marx avec clairvoyance il y a bien longtemps, le libéralisme condamne le capitalisme. Le capitalisme, dans cette optique (indiquez-moi s'il y en a d'autres, mais je n'en vois pas) ne peut survivre qu'en étant socialisé, c'est-à-dire réduit à son statut réel d'outil économique, et donc contrôlé par un Etat fort qui veille à l'intérêt collectif qui, comme je pense l'avoir démontré, n'est pas garanti par le libéralisme, voire même est gravement menacé par lui. Si l'on suit la logique capitaliste jusqu'à son terme, il n'y a comme avenir que de réduire toujours plus le nombre de personnes riches en accroissant le nombre d'exploités. En effet, la seule politique sociale avancée par la droite et les libéraux est un nivellement social par le bas. Une fois tous les individus au même niveau de misère, ils pensent que tous pourraient enfin avancer ensemble dans le même sens. Et ce sont les socialistes les utopistes ! Si l'on accepte l'inacceptable que serait d'écraser de misère la majeure partie de notre espèce, il reste encore à régler la très grande improbabilité que ce progrès homogène ainsi promis puisse se réaliser. En effet, sans cadre politique fort, le libéralisme capitaliste demeure une société de la loi du plus fort, une société oligarchique qui construit la puissance économique de quelques uns sur la misère socio-culturelle du reste de l'espèce.

Et je n'envisage tout ça que sans tenir compte des réalités matérielles de notre planète ! En les prenant en compte, il apparaît encore plus évident que le libéralisme et la politique de croissance sur laquelle tous misent est une aberration mathématique ! Nos ressources naturelles sont déjà largement déficitaire (oxygène, atmosphère, pétrole, eau potable, bois) et les déchets générés, non recyclables ou de toute manière laissés de côté bien trop nombreux et polluants (décharges plus ou moins sauvages, pollutions des nappes phréatiques, des différents écosystèmes de la planète, qu'ils soient marins, terrestres ou aériens, déchets nucléaires enterrés à la confiance des générations futures qui trouveront peut-être le moyen de désamorcer cette bombe à retardement que nous nous préparons). Et tout ça pour ne contenter qu'imparfaitement quelques millions d'individus. Pourtant, on veut à terme permettre à tous les hommes sur cette planète d'accéder à ce niveau de vie bien mérité. Impossible avec les moyens de production actuels et le nombre de notre population.

Le capitalisme libéral, qui assujettit les peuples en affaiblissant la capacité politique des Etats, est une

Libéralisme : pourquoi ça ne marche pas - 4/4

aberration économique, une iniquité sociale et est en totale inadéquation avec notre espèce et son milieu de vie. A moyen terme, c'est l'extinction de la vie sur cette planète qui est garanti par ces politiques. Et dans les plus grands troubles, étant donné la capacité de notre espèce à se disputer d'autant plus que la merde est profonde...

Pourtant, il existe des solutions. Il faudrait, en se serrant la ceinture une bonne fois pour toute, laisser la loi capitaliste et libérale de l'individualisme marchand de côté : sans tenir compte dans un premier temps des contraintes financières, il faut nettoyer les activités économiques de notre espèce : il nous faut généraliser et systématiser les énergies renouvelables non polluantes, reboiser globalement notre planète et regarantir la biosphère en rééquilibrant les diverses chaînes alimentaires.

Pour ce qui est d'un développement économique équitable, plutôt qu'une globalisation du non droit, il faut réunir les différents marchés selon leurs niveaux de vie. Les pays pauvres ensemble pour construire ensemble sans être réduits à une domestication économique par l'occident, et les pays riches ensemble, aidant sans en profiter les pays pauvres à se construire économiquement et socialement. Le but de cette organisation est naturellement que toutes les régions du monde puissent s'auto-suffire alimentaires et ainsi développer leurs institutions en parallèles de leurs industries secondaires et services enfin dédiés au pays lui-même et sa population, et non plus seulement à l'exportation et aux touristes. Enfin, naturellement, il faut mettre en place, par l'intermédiaire des ONG et des OG un contrôle mondial des ressources et de leur exploitation.

Nous sommes dans nos dernières décennie de pouvoir agir. Peut-être est-il trop tard. Peut-être pas. Mais comme l'a dit si joliment quelqu'un que je n'identifie pas : la Terre ne nous appartient pas, ce sont nos enfants qui nous la confient. Alors, si on a la moindre chance de pouvoir éviter la faillite de notre évolution, il faut s'y mettre.

Alors, pour finir de répondre à la question traditionnelle de ceux qui ne pensent qu'en termes d'hémicycle franco-français, on ne peut actuellement faire confiance aveuglément ni à la droite, ni à la gauche. On a parfaitement le droit de se reconnaître davantage dans les partis de droite. Mais on doit savoir ce qu'il en est. Souvent, les partisans de la droite ne donnent pas l'impression de savoir vers quoi la droite tend, ni quelles sont les enjeux et implications de telles politiques. Comme bon nombre de nos compatriotes perdus et ignorants, ils font confiance à la gueule du politicien... Ce n'est pas très glorieux... Beaucoup comptent sur la "force de caractère" (? !) de Sarkozy pour régler les problèmes. La seule chose qu'il voit, lui, tout comme Le Pen, ce sont les inquiétudes des français. Il ne travaille pas au corps la réalité. Il élabore un programme d'actions fallacieuses sur la foi des fantasmes xénophobes et égocentrés de nos tristes comparses... C'est en aidant le monde à aller mieux que l'on guérira nos économies. Ce n'est pas en nous montrant encore plus libéraux, en atomisant notre humanité au profit d'une économie dépersonnalisée et sans avenir ni projet humain.